



Montreuil, le 13 novembre 2014

REAGISSONS ! SOLIDARITE AVEC VILLEPINTE !

Mercredi, une stagiaire conseillère pénitentiaire d'insertion et de probation pré affectée à la Maison d'arrêt de Villepinte a fait l'objet d'une agression grave à l'arrêt du bus devant l'établissement. Attendue et identifiée comme travaillant au service pénitentiaire d'insertion et de probation, c'est en service commandé que plusieurs personnes s'en prennent à elle. La collègue subit aujourd'hui 10 jours d'ITT.

Nous sommes tous touchés par cet événement et exprimons notre soutien et notre solidarité indéfectible à notre jeune collègue et à l'ensemble des personnels du SPIP de Seine Saint Denis.

Aujourd'hui, cet événement dramatique n'est pas isolé : c'est la troisième situation de ce type sur l'île de France en peu de temps. Que révèle t'il :

- des établissements pénitentiaires **surpeuplés**,
- des établissements où **les phénomènes de violence et les conditions de travail dégradées sont le miroir des conditions de détention indignes et de la promiscuité**
- des établissements et services en **sous-effectifs chroniques** pour tous les corps de personnels
- des établissements et services où **les stagiaires sont affectés en masse et mis en situations professionnelles les plus extrêmes**
- des Services Pénitentiaire d'insertion et de Probation dont **les conditions d'intervention en milieu fermé et en milieu ouvert sont intenable** souffrant de plus en plus d'une image dégradée auprès des publics suivis
- des services publics qui souffrent des **carences et manques de moyens en termes de politiques publiques, ce qui oblige les personnels des SPIP à ne pas pouvoir apporter de solutions aux publics en difficulté : cette absence de solution est elle-même génératrice de violence !**

Tous les systèmes de sécurité technologiques et circulaires sécurité ne remplaceront jamais les femmes et les hommes !

Des femmes et des hommes qui ont les moyens de travailler dans des conditions sereines et dignes !

Des femmes et des hommes qui interviennent dans le cadre d'un service public assuré des moyens et de toute la légitimité qui se doit auprès de leurs publics !

Des femmes et des hommes formés dans les meilleures conditions possibles !

Il est aujourd'hui de la responsabilité de l'administration et des politiques de prendre la mesure de cette situation dramatique et de prendre leurs responsabilités !

Nous appelons l'ensemble des personnels, tous corps confondus, à manifester leur solidarité et à se réunir en assemblée générale pour décider de modalités d'action rapide.